



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Unité Départementale de la Gironde**

Arrêté

Fixant des prescriptions complémentaires à une carrière à ciel ouvert de sables et de graviers exploitée par la société LAFARGE GRANULATS (LG) et située sur la commune de Vabanac-et-Villagrains

**Le Préfet de la Gironde
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le décret en date du 11 janvier 2023 nommant Monsieur Etienne GUYOT préfet de la région Nouvelle-Aquitaine, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, préfet de la Gironde ;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;

VU l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

VU l'arrêté préfectoral du 06 décembre 2011 délivré à LAFARGE GRANULATS SUD pour l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de sables et de graviers et d'une installation de traitement de matériaux, pour une durée de 20 ans, sur le territoire de la commune de Cabanac-et-Villagrains aux lieux-dits « Le Bachot », « Au Sablot », « Plaisance Nord », « Plaisance Sud », « Le Puch de la Ratte », « La Tuilerie », « Pujeau de la Cabanne » et « Bonhomme » ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 décembre 2015 autorisant la société LAFARGE GRANULATS FRANCE à exploiter la carrière en lieu et place de la société LAFARGE GRANULATS SUD ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 mars 2019 autorisant les modifications des conditions d'exploitation de la carrière et des installations de traitement de matériaux sur la commune de Cabanac-et-Villagrains par la société LAFARGEHOLCIM GRANULATS ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 février 2023 autorisant les modifications des conditions d'exploitation de la carrière sur la commune de Cabanac-et-Villagrains par la société, dorénavant nommée LAFARGE GRANULATS (LG) ;

VU le projet de modification notable portée à la connaissance du Préfet par LAFARGE GRANULATS par courriel du 9 mai 2023, complété le 3 juillet 2023, concernant la remise en état de la carrière à ciel ouvert de sables et de graviers et le dossier joint (signé du 28 avril 2023) ;

VU l'avis favorable en date du 30 septembre 2024 du Maire de la commune de Cabanac-et-Villagrains ;

VU le rapport de l'inspection chargée des installations classées en date du 02 février 2026 ;

VU le courriel transmis à l'exploitant le 20 janvier 2026 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

VU l'absence d'observation formulée par l'exploitant dans son courriel du 20 janvier 2026 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitation de la carrière et sa remise en état sont encadrées par l'arrêté préfectoral du 06 décembre 2011, modifié par l'arrêté du 25 mars 2019, pour une durée de 20 ans à hauteur d'une extraction annuelle de 500 000 t de graves au maximum et en faisant entrer au maximum 40 000 m³/an de déchets inertes dédiés à la remise en état ;

CONSIDÉRANT que cet arrêté préfectoral prévoit pour la remise en état un remblaiement d'une partie des bassins d'extraction à l'aide des fines de lavage des matériaux extraits et de déchets inertes, de type terres, pierres et cailloux, issus de chantier de terrassement, pour une renaturation de la zone ;

CONSIDÉRANT que la modification sollicitée de 100 000 m³ en moyenne et 140 000 m³ au maximum par an revient à doubler, en moyenne, et tripler au maximum, la quantité de déchets inertes entrants acceptables sur site pour le remblaiement des bassins d'extraction ;

CONSIDÉRANT que cette augmentation de flux entrant de déchets inertes demandée permet de compenser le retard cumulé dans le but de respecter l'état final à l'échéance de l'autorisation ;

CONSIDÉRANT que la typologie de déchets inertes autorisé « cailloux, terres, pierres » n'est pas modifiée, ni les conditions d'acceptation préalable, de remblaiement et de suivi, alors l'enjeu réside dans les impacts liés au transport ;

CONSIDÉRANT que les impacts étudiés initialement dans le dossier de 2011 reposaient sur un mode de transport en charge à l'aller et à vide au retour, et un passage des camions aller-retour par le centre bourg de la commune de SAUCATS ;

CONSIDÉRANT que pour la société LAFARGE GRANULATS, la carrière de Cabanac-et-Villagrains représente l'exutoire final le plus proche pour les déblais de chantiers du Sud de BORDEAUX METROPOLE, le mode de transport en double fret est estimé à au moins 50 % ;

CONSIDÉRANT que depuis 2013, la capacité des camions a été augmentée avec le passage au 44 tonnes (30 t utiles) et que depuis 2021, suite à la mise en place d'une déviation, les camions arrivant de BORDEAUX ne passent plus par le bourg de SAUCATS ;

CONSIDÉRANT que l'hypothèse de double fret et ces nouvelles conditions de transport diminuent légèrement l'impact de l'augmentation du flux entrant de déchets inertes par rapport au dossier initial ayant fait l'objet d'une enquête publique, puis de l'autorisation du 6 décembre 2011 ;

CONSIDÉRANT ainsi que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que bien que les modifications apportées ne soient pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, il y a lieu d'adapter l'autorisation environnementale ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Gironde,

ARRÊTE

ARTICLE 1 — BÉNÉFICIAIRE ET GÉNÉRALITÉS

La société LAFARGE GRANULATS (LG), dont le n° SIRET est 562 110 882 02235 et dont le siège social est situé au 14 - 16 boulevard garibaldi à ISSY-LES-MOULINEAUX (92 130), autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et de graviers et une installation de traitement de matériaux à Cabanac-et-Villagrains, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications portées à la connaissance du Préfet tel que susvisé, les dispositions des articles suivants.

ARTICLE 2 — ARTICLE MODIFIÉ

La disposition de l'article n°2.8 de l'arrêté préfectoral du 25 mars 2019 susvisé est remplacée par la disposition suivante :

« Le volume de matériaux inertes extérieurs acceptables sur le site pour la remise en état de la carrière est de 100 000 m³ en moyenne et 140 000 m³ au maximum par an, soit 150 000 tonnes en moyenne et 200 000 tonnes au maximum par an. »

ARTICLE 3 — PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale ;

est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Gironde (www.gironde.gouv.fr) pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

ARTICLE 4 — DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Bordeaux :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

Toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit intervenir par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

ARTICLE 5 — EXÉCUTION

Le présent arrêté est notifié à la société (LG).

Une copie sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde,
 - Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Nouvelle-Aquitaine,
 - Monsieur le Maire de la commune de Cabanac-et-Villagrains
- qui seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Bordeaux le
Le préfet

10 FEV. 2026

Pour le Préfet et par délégation
le Secrétaire Général

